

Michel Morel

Journées annuelles de santé publique

Conférence annuelle de l'ASPQ :

Le développement social et des communautés : acteurs ou spectateurs?

Participation au panel : *Le développement social et des communautés: conceptions et pratiques*

Objectifs:

- *Cerner les défis et les enjeux auxquels sont confrontées ces organisations par rapport au développement social et au développement des communautés et connaître leurs attentes vis à vis du réseau de la santé et des services sociaux.*
- *Cerner le rôle que peuvent jouer les organisations et les acteurs qui agissent aux niveaux local (municipalité et CLSC) , régional (CRD) et/ou national, notamment ceux de santé publique*

Deux types d'enjeux et de défis :

1. Ceux qui concernent l'ensemble du dossier Développement social
2. Ceux qui concernent plus directement les acteurs de santé publique

1. Enjeux concernant l'ensemble du dossier Développement social :

Il faut que le gouvernement du Québec donne suite à son intention de se donner une Stratégie de développement social et que cette stratégie soit effectivement une approche intégrée de développement de notre société.

Pour cela, il faudrait que nos décideurs (politiques, économiques, sociaux) réalisent :

- que le développement social ne doit absolument pas s'apparenter à une quelconque forme de désengagement de l'État de ses responsabilités, qu'il est plutôt une autre façon de penser et de faire le développement;
- Réponses adéquates aux besoins des citoyens et des communautés : parce qu'il se construit sur la base de la

participation des citoyens et en s'appuyant sur les dynamiques locales et régionales, le projet de société qui en découle est cohérent avec les besoins et les attentes de la population, de même qu'avec les potentiels et les capacités d'action des personnes et des communautés;

- Un cadre de référence pour assurer la cohérence entre les différentes facettes de notre développement :
le développement social est une autre façon de concevoir le développement de notre société dans un cadre cohérent, un cadre qui intègre et harmonise entre elles des préoccupations de développement économique, de développement culturel, de développement social, et ce, dans une perspective de développement intégré et durable;
 - Un cadre de référence pour rendre nos interventions plus efficaces : le développement social, considéré comme un cadre de cohérence utile pour se donner une approche intégrée de développement, peut aider à assurer une synergie et une complémentarité aux interventions des différents ministères et organismes publics, de même que pour en accroître l'efficacité.
- que le développement du social ne doit plus être perçu comme ayant la fonction de corriger les dysfonctions sociales : le développement du social n'est pas réductible à la lutte contre les inégalités sociales, même si cet objectif doit rester au cœur même de la préoccupation de développement social !

Il faut également que soit maintenue la pression populaire en faveur d'une stratégie de développement social. Pour cela, les organismes communautaires et les instances locales et régionales des institutions publiques doivent saisir toutes les occasions pour mentionner aux élus qu'une telle stratégie constituerait un cadre de référence essentiel, tant pour les actions nationales que pour la planification et la réalisation des projets locaux et des actions régionales.

Défis concernant le dossier Développement social :

➤ **Convaincre les appareils politique et administratif**

Arriver à convaincre les appareils politique et administratif de la nécessité de penser et de faire le développement en tenant compte d'un cadre de référence qui soit garant de la cohérence des actions des différents ministères.

➤ **Arriver à faire l'arrimage entre le discours économique et le développement social.**

Le développement économique et le développement social ne sont pas antinomiques, mais ils ne sont pas non plus synonymes. Il est faux de prétendre que le développement économique entraîne automatiquement le développement social.

L'effort à faire ici consiste à s'assurer que les différents projets de développement économique répondent à un certain nombre de critères, un peu comme en environnement, où on cherche à s'assurer que les différents projets n'aient pas d'effets indésirables sur l'environnement.

En ce sens, il nous faudrait nous assurer que les projets de développement économique, non seulement n'engendreront pas de problèmes comme l'accroissement des inégalités ou la détérioration de milieux de vie, mais qu'ils développeront une préoccupation réelle pour les conditions de vie de leurs travailleurs.

➤ **Réussir la décentralisation**

Réussir la décentralisation sur la base d'une compréhension renouvelée, une compréhension qui soit commune et partagée des rôles et responsabilités des divers paliers d'intervention.

- Le niveau local est celui où doivent se définir des objectifs locaux, où doivent s'enraciner l'action et l'intervention autour de projets concrets, des projets issus du milieu et qui impliquent la participation des citoyens.
- Le niveau régional doit supporter la prise en charge par le local des enjeux de développement social des communautés, en faisant les arrimages, les adaptations et les arbitrages avec les politiques nationales.
- Le palier national doit être celui qui, sur la base d'une vision globale du devenir de la collectivité, définit les grandes orientations nationales et alloue les enveloppes budgétaires régionales, en tenant compte des besoins et des spécificités des régions.

➤ **Réussir l'arrimage entre les institutions publiques, privées et communautaires.**

Plusieurs dossiers majeurs ne sont toujours pas résolus, des dossiers qui sont importants puisqu'ils viennent possiblement définir de nouveaux rapports entre les différents acteurs. En ce sens, ces dossiers, dont on parle trop peu actuellement, devraient pourtant faire l'objet de larges débats publics.

Pensons par exemple au dossier de l'économie sociale. Quelle est la place que l'État entend faire pour le développement de ce type

d'interventions dans notre collectivité? Par ailleurs, toutes les questions liées à la privatisation revêtent un caractère éminemment important.

De même, un autre dossier extrêmement important en matière de développement social est celui touchant la place et le rôle dans notre société des organismes communautaires et toutes les questions qui s'y rattachent comme la reconnaissance publique de l'importance de ces actions et le financement des organismes.

➤ **Favoriser réellement la participation des personnes**

Dans plusieurs secteurs d'activités, comme la santé, les services sociaux, l'éducation, la formation professionnelle et l'insertion en emploi, on convient depuis plusieurs années de l'importance de renforcer le potentiel des personnes et de favoriser la participation sociale. Ce sont là des concepts qui sont surtout présents dans les discours, mais beaucoup moins dans les pratiques.

Réussir à favoriser réellement la participation des personnes, favoriser l'action citoyenne et lui donner sa place dans les lieux où s'élaborent les projets d'action, voilà un autre défi majeur pour l'ensemble des institutions publiques.

➤ **Se donner des objectifs clairs et mesurables :**

La perspective de développement social doit s'ancrer au niveau d'objectifs concrets et mesurables qui interpellent l'ensemble des acteurs économiques, politiques et sociaux, des divers paliers d'intervention. Des objectifs comme :

1. La réduction des inégalités sociales, un partage plus équitable de la richesse collective;
2. Une diminution des diverses formes d'exclusion sociale;
3. Une modulation plus harmonieuse des rôles et responsabilités des paliers d'intervention local, régional et national;
4. La revitalisation des communautés aux prises avec des problèmes déstructurants;
5. L'augmentation de la participation sociale des personnes et des lieux de participation;
6. L'augmentation de nos performances dans les domaines de l'éducation et de l'insertion en emploi.

2. Enjeux pour les acteurs de santé publique :

Parce qu'il s'étend à toutes les secteurs de l'organisation sociale, le projet de développement social repose sur des objectifs plus larges que la seule amélioration de la santé. Par contre, on conviendra aisément que ces objectifs larges de développement social ne peuvent faire autrement que de contribuer *de facto* à l'amélioration de la santé.

L'enjeu, pour les acteurs de santé publique, consiste à cesser de ne concevoir le développement que comme une stratégie de promotion de la santé pour accepter l'idée que l'accès à la santé est l'une des conditions essentielles, autant pour favoriser la participation sociale des personnes que pour le développement des communautés.

En ce sens, les acteurs de santé publique devraient accepter de participer à l'atteinte des objectifs de développement social, en sachant qu'à terme l'atteinte de ces objectifs de développement social favorisera l'amélioration de la santé de la population.

Défis pour les acteurs de santé publique

➤ **L'empowerment et la participation sociale : passer du concept à l'action!**

L'empowerment, le renforcement du potentiel des personnes et la participation des personnes à la solution des problèmes auxquels elles sont confrontées sont des notions très présentes dans les discours de la santé publique.

Le défi consiste de passer du concept à l'action, i.e. d'impliquer réellement les personnes dans la définition des problèmes présents dans le milieu, dans l'identification des forces et faiblesses du milieu, de même que dans l'identification des interventions nécessaires pour solutionner les problèmes.

Réussir à favoriser réellement la participation des personnes aux projets et activités initiés dans les communautés, à favoriser l'action citoyenne et à lui donner sa place dans les lieux où s'élaborent les projets d'action, voilà un défi de taille pour les acteurs de santé publique.

➤ **Apporter un soutien réel aux initiatives des communautés**

Miser sur le renforcement du potentiel des personnes et sur la participation sociale ne rimerait à rien si, dans les faits, on n'accordait pas aux initiatives provenant des communautés toute l'importance qu'elles devraient avoir.

Pour agir en développement social, les acteurs de santé publique doivent donc miser sur le soutien aux communautés proches des personnes, là où

les lieux de participation sont les plus accessibles, là où les solidarités sont les plus naturelles. Le soutien à l'action locale est donc le levier fondamental pour l'élaboration de stratégies visant la participation sociale des personnes, l'exercice de la citoyenneté et, ultimement, le développement social.

Cela implique concrètement de reconnaître, de valoriser et de soutenir adéquatement le rôle et l'importance des actions des groupes (communautaires et bénévoles) qui interviennent auprès des personnes dans les communautés.

➤ **Dépasser les limites imposées par les cultures organisationnelles, de même que par les cultures professionnelles.**

Toutes les organisations institutionnelles se caractérisent par des pratiques et des façons de faire qui leur sont propres et qui sont conformes aux expertises et aux pratiques des professionnels qui y travaillent. C'est aussi le cas en santé publique.

Or, favoriser la participation des personnes, soutenir les initiatives issues des communautés, tout comme le recours à la mise en œuvre de stratégies intersectorielles sont des perspectives qui commandent que les acteurs de santé publique se questionnent sur les pratiques et les façons de faire qui les caractérisent.

Pour agir en développement social, les acteurs de santé publique se doivent donc d'adapter leurs pratiques et leurs façons de faire en fonction de divers partenariats. Dans cette perspective, l'action de la santé publique doit donc en être une de support et d'expertise mise au service des partenariats.

En ce sens, le développement social constitue une avenue de solution pour sortir du piège des interventions « en silo », pour légitimer la mise en place de stratégies « vraiment » intersectorielles visant des objectifs communs et partagés et non des objectifs « sectoriels » pour lesquels d'autres partenaires sont invités à participer.

➤ **Apporter notre expertise à la réalisation d'objectifs collectifs clairs et mesurables :**

Il importe que les directions de santé publique arrivent à arrimer leurs objectifs et priorités d'action à des enjeux locaux et régionaux reconnus prioritaires par l'ensemble des acteurs du milieu.

De même, il importe que nos actions de santé publique concourent à l'atteinte d'objectifs « nationaux » tels que ceux que je suggérais précédemment :

1. La réduction des inégalités sociales, un partage plus équitable de la richesse collective;
2. Une diminution des diverses formes d'exclusion sociale;
3. Une modulation plus harmonieuse des rôles et responsabilités des paliers d'intervention local, régional et national;
4. La revitalisation des communautés aux prises avec des problèmes déstructurants;
5. L'augmentation de la participation sociale des personnes et des lieux de participation;
6. L'augmentation de nos performances dans les domaines de l'éducation et de l'insertion en emploi.

➤ **Un rôle important en regard de l'analyse des politiques publiques et leurs impacts sur la santé et le bien-être des personnes.**

En juin 1995, les directeurs de santé publique avaient entériné le document *Informer et influencer!*. Dans ce document, les directeurs de santé publique convenaient de l'importance d'influencer les politiques publiques pour qu'elles favorisent la santé. Le document définissait également des orientations-santé qui, selon les directeurs, devraient être utilisées pour analyser les politiques publiques quant à leurs impacts sur la santé.

Dans une perspective de développement social, il importe que de telles analyses puissent être faites et les résultats être rendus publics afin de nourrir les débats sociaux concernant les enjeux abordés par les politiques.